

Civils de la Défense

Plateforme de recrutement de personnel civil
contractuel du ministère des Armées

Appui au traitement des questions parlementaires. F/H

Paris 15e Arrondissement, 75, Paris, Île-de-France

Type de contrat	Niveau d'études
CAJ	Bac + 3 (LICENCE - LICENCE PROFESSIONNELLE) ou équivalent
Prise de fonction souhaitée	Date limite de candidature
01/07/2026	15/04/2026
Domaine professionnel	Niveau d'expérience
AFFAIRES JURIDIQUES	CAJ
Rémunération	Avantages liés au poste
mensuel net annuel brut (selon expérience)	Restauration collective RTT
Contraintes particulières d'exercice	Télétravail
-	Non

Descriptif de l'organisation

Le ministère des Armées et des anciens combattants assure la protection du territoire, de la population et des intérêts français. Il est également impliqué dans les missions de service public. Pour la réalisation de ses missions, le ministère des armées emploie, outre les militaires, plus de 60 000 civils en France et à l'étranger.

Au sein du ministère des Armées et des anciens combattants, la Direction de la mémoire, de la culture et des archives (DMCA) a en charge la politique mémorielle, culturelle et archivistique du ministère, et le Service historique de la défense (SHD) lui est rattaché. Elle est une des directions du Secrétariat général pour l'administration (SGA). Elle s'appuie sur 4 opérateurs (Office national des combattants et victimes de guerre, musée national de la marine, musée de l'armée et musée de l'air et de l'espace).

Descriptif des missions

Pour mener ses missions, la DMCA dispose d'un budget d'environ 289 M€ répartis sur deux programmes budgétaires différents (226 M€ pour le programme 169 « Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation », 63 M€ pour la culture et les archives au titre du programme 212 « Soutien de la politique de la défense »). Dans le cadre de

l'élaboration et le vote de la loi de finances de l'année, les parlementaires adressent chaque année à la DMCA une centaine de questions portant sur les politiques menées, les crédits engagés et consommés et les résultats atteints. Les réponses apportées par l'administration permettent aux parlementaires, rapporteurs des commissions saisies au fond ou pour avis d'élaborer des rapports permettant d'éclairer les débats budgétaires. La DMCA a besoin d'un renfort, entre le 1er juillet et le 30 septembre, pour la ventilation de ces questions en interne entre rédacteurs, pour le suivi des réponses qui leur sont apportées et pour la mise en cohérence des données. Des missions complémentaires d'appui administratif pourraient être confiées au contractuel, en fonction de son profil.

Profil recherché

Etudiant(e) en master, intéressé(e) par le processus parlementaire d'élaboration de la loi de finances et les politiques publiques portées par la DMCA.

Comme pour tout CAJ (contrat Armée jeunesse) : recrutement a minima bac+3, rémunération au SMIC horaire brut comme un vacataire. Remboursement frais de transport à hauteur de 75%. Restauration aux frais de l'agent, pas d'hébergement. Congés et RTT au prorata du temps de présence.

Process de recrutement

- Envoyer CV et lettre de motivation à jean-francois.bourdais@intradef.gouv.fr
- Si votre candidature est présélectionnée, un entretien téléphonique vous sera proposé pour apprécier vos attentes et motivations.
- Si cette première étape est concluante, un entretien en présentiel ou à distance vous sera proposé avec l'employeur et éventuellement le service des ressources humaines.
- Les suites données à votre candidature vous seront communiquées par l'employeur à l'issue de cet entretien.